

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies.	35 fr.	20 fr.
Étranger { Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1 fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1 fr. 75
Étranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

DÉCLARATION

du Ministre des affaires étrangères
du Gouvernement français

Le Gouverneur général de l'Afrique occidentale française a transmis, le 7 juillet 1940, au Commissaire de la République au Togo le texte de la déclaration suivante faite par le Ministre des affaires étrangères du Gouvernement français :

« Au moment où la Grande Bretagne vient de se livrer contre nos navires mouillés dans la rade de Mers-El-Kébir à une agression qui demeurera comme une tache ineffaçable sur l'honneur anglais il apparaît indispensable de retracer brièvement l'histoire de nos relations avec notre ancienne alliée depuis le début des hostilités.

Notre politique extérieure a suivi celle de la Grande Bretagne. La politique des sanctions qui nous sépara de l'Italie est due uniquement à ce souci. De même notre politique vis-à-vis de l'Europe centrale et de l'Allemagne. Les négociations qui ont abouti à l'accord de Munich ont été conduites personnellement par M. Chamberlain. Nous sommes entrés en guerre avec l'Allemagne dans le sillage de l'Angleterre qui, la première, a déclaré la guerre. M. Baudouin a retracé ensuite l'historique de la mobilisation. Il insiste sur l'effort français et ajoute qu'après le désastre de la Meuse et, dès le second jour de sa prise de commandement, le Général Weygand a demandé à l'armée anglaise de participer en commun avec nos armées du nord et avec l'armée belge à une offensive en direction sud ouest pour briser l'étreinte de l'armée allemande et opérer la jonction avec nos armées du sud. L'armée anglaise, après avoir donné son acceptation de principe, a hésité, puis s'est repliée sur les ports du nord pour s'embarquer.

Nous avons dû alors ordonner la retraite de nos armées du nord et celles-ci ont lutté jusqu'au bout, jusqu'au dernier jour, pour permettre de sauver les 4/5^{ème} de l'armée anglaise, alors que la moitié à peine de l'armée française a pu être sauvée.

Le Ministre a fait allusion à la position du Gouvernement en ce qui concerne la question de la marine lors des pourparlers en vue de l'armistice. Le Maréchal PÉTAÏN et moi-même, a-t-il dit, avons fait à ce sujet au Gouvernement britannique et à plusieurs reprises les déclarations les plus solennelles. Le Gouvernement allemand n'ignorait pas la fermeté de notre décision; aussi n'exigea-t-il pas la livraison de la flotte. Et si nous avions adopté une autre attitude, nous aurions pu adoucir pour notre pays les clauses les plus lourdes de l'armistice. Nous avons toujours agi loyalement à l'égard de nos ex-alliés. M. Churchill nous avait lui-même déclaré, lors du conseil suprême du 13 juin, que si la France ne livrait pas sa flotte de guerre à l'ennemi, la Grande Bretagne, en cas de paix séparée, lui garderait toute sa fidélité. M. Baudouin relate la stupeur douloureuse que la France a ressentie devant l'attaque britannique contre nos bateaux. Aujourd'hui encore, a-t-il poursuivi, la marine anglaise bloque dans la rade d'Alexandrie une autre escadre française qui est menacée d'être coulée si elle tente de sortir du port. Ces faits ne peuvent pas manquer d'exercer une influence profonde sur l'orientation de notre politique.

Nos relations avec l'Angleterre passent sur un plan nouveau. Nous avons dû ce matin avec tristesse prendre la décision de rompre nos relations diplomatiques avec le pays responsable de la mort de nos marins. Je rappelle, d'ailleurs, que, depuis dix jours, l'Angleterre n'entretenait plus

de représentants diplomatiques en France quoi-
qu'à plusieurs reprises j'ai demandé à notre char-
gé d'affaires à Londres d'intervenir auprès du
Gouvernement britannique pour qu'il rétablisse
le contact direct avec le Gouvernement français.
A cet acte inconsideré d'hostilité le Gouvernement
français n'a pas répondu par un acte d'hostilité.
Il demeure calme et attentif au développement
d'une situation qu'il n'a point voulue, soucieux
seulement de défendre par les moyens qui lui
restent et par toute attitude qu'il croira devoir
adopter l'honneur et les intérêts de la France".

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1940

Rectificatif au décret du 25 avril 1940 relatif à la sau-
garde des biens appartenant aux
personnes se trouvant en territoire
danois. 378

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1940

4 juillet	—	N° 334 — Arrêté portant approba- tion des comptes de gestion des Sociétés Indigènes de Prévoyance du Territoire pour l'exercice 1939.	378
9 juillet	—	N° 965 — Circulaire sur la situation économique du Territoire	379
9 juillet	—	Addendum à l'arrêté n° 229 du 1er mai 1940 autorisant l'organisation par le comité local de la Croix Rouge Française d'une tombola à Lomé.	380
10 juillet	—	N° 339 — Arrêté portant modifica- tions provisoires aux tableaux de la marche des trains de voyageurs sur le réseau des chemins de fer du Togo.	380
11 juillet	—	N° 967 — Note relative à la situa- tion économique du Territoire (commission de ravitaillement)	382
13 juillet	—	N° 341 — Arrêté abrogeant l'arrêté n° 329 du 27 juin 1940 portant mesures sanitaires	382
Divers			382

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis 383

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

*RECTIFICATIF au Journal officiel du Togo du 8 juin
1940 — page 331 — (Décret du 25 avril 1940 sur
la sauvegarde des biens appartenant aux personnes
se trouvant en territoire danois) — 1^{re} colonne.*

A l'article 2, 1^o et 2^o

Au lieu de :

« en territoire français, allié ou neutre ».

Lire :

« en territoire neutre ».

*(Décret du 25 avril 1940 promulgué au Togo par
arrêté n° 275 du 28 mai 1940).*

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Sociétés Indigènes de Prévoyance

*ARRETE N° 334 portant approbation des comptes de
gestion des sociétés indigènes de prévoyance du
Territoire pour l'exercice 1939.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions
et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction
des dépenses administratives du Togo, modifié par celui
du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indi-
gènes de prévoyance au Togo, modifié par les décrets du
31 juillet 1937 et du 18 septembre 1938;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement
des sociétés indigènes de prévoyance, modifié par les ar-
rêtés n°s 116 du 24 février 1938 et 287 du 21 mai 1938;

Vu l'arrêté n° 599 du 14 novembre 1937 portant création
des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts
mutuels agricoles au Togo et approuvant les statuts des socié-
tés;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés les comptes
de gestion pour l'exercice 1939 présentés par les
sociétés indigènes de prévoyance de :

Lomé,	Sokodé,
Tsévié,	Lama-Kara,
Anécho,	Bassari,
Atakpamé,	Mango.
Klouto,	

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, com-
munié et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 juillet 1940.

L. MONTAGNÉ.

Situation économique du Territoire

CIRCULAIRE N° 965

*A tous Commandants Cercles et Subdivisions
et Présidents Sociétés Indigènes Prévoyance.*

L'incertitude actuelle des échanges commerciaux, et l'ignorance de ce qu'ils seront demain, posent, pour les territoires d'outre-mer en particulier, des problèmes d'un intérêt et d'une gravité exceptionnels.

La vie de nos populations africaines est en effet conditionnée par la production, et la production elle-même est fonction des débouchés offerts au commerce d'exportation. Or, de par les circonstances présentes, les débouchés habituels du temps de paix sont presque complètement fermés et les produits achetés par le commerce à nos paysans togolais s'accumulent dans les magasins sans que la perspective d'une évacuation prochaine se laisse entrevoir.

En ce qui concerne la situation du producteur, les risques et l'inquiétude sont, pour le moment tout au moins, hors de cause. Les grandes campagnes d'achat ne s'ouvrent que vers le mois d'octobre et d'ici là, si une solution à la crise actuelle n'est pas intervenue, la vie du paysan ne se ressentira pas des conditions économiques qui font l'objet de nos préoccupations présentes.

Par ailleurs il est heureux de constater que le Togo n'est pas, et c'est là un gros avantage, un pays de monoculture et la diversité de sa production peut laisser espérer que certains débouchés pourront sans doute, au cas où la situation défavorable se prolongerait, lui être procurés dans des conditions peut-être nouvelles et dans des pays nouveaux.

De plus l'abondance des cultures vivrières doit permettre à notre population essentiellement agricole d'avoir à sa disposition, et quoiqu'il arrive, une alimentation variée et plus que suffisante.

Evidemment le paysan a besoin de certaines denrées et de certaines marchandises d'importation soit pour compléter son alimentation, soit pour améliorer son existence. Il a besoin de sucre et de sel pour sa nourriture, il a besoin de pétrole pour s'éclairer et de tissus pour se vêtir.

Il lui faut enfin le moyen de se procurer par son travail les ressources nécessaires pour lui permettre d'acquitter ses impôts.

Par ailleurs, en dehors de la population des campagnes, il existe une catégorie d'individus qui ne cultive pas la terre et qui, habitant les gros centres, tire ses moyens d'existence du mouvement d'argent qui résulte des transactions commerciales. Ces individus se trouveront évidemment, si la crise actuelle se prolonge, dans une situation défavorable par rapport à leurs compatriotes de la brousse.

C'est à tous ces problèmes et aux inconvénients multiples, qui peuvent en résulter, qu'il convient de réfléchir dans la phase actuelle tout en cherchant à parer au plus pressé.

Ainsi qu'il se conçoit aisément, ce ne sont que des mesures conservatoires qu'il est possible d'envisager pour le moment, le manque de renseignements et l'incertitude de l'avenir ne permettant pas d'élaborer des projets même à courte échéance.

Deux points peuvent présentement retenir notre attention.

Tout d'abord il semble opportun de faire le point en ce qui concerne les produits d'exportation.

Bien qu'une grande partie de ces produits, à la suite de la clôture des principales campagnes d'achat,

se trouve dans les magasins du commerce, il doit exister encore néanmoins chez les agriculteurs certains stocks invendus.

Cette situation affecte plus particulièrement certains produits, tels que les palmistes notamment, dont les achats se poursuivent, à une cadence plus ou moins importante, pendant toute l'année.

Pour ces produits d'exportation, il conviendrait donc qu'un inventaire complet fût effectué dès maintenant afin que l'administration locale soit informée aussi exactement que possible des stocks existants.

Ainsi que je demande par ailleurs de le faire aux agents de toutes les sociétés exportatrices en ce qui concerne leurs magasins, il serait utile que, dans chaque société de prévoyance, une enquête soit menée avec une grande attention pour déterminer par section, et en distinguant les produits périssables et non périssables, les quantités se trouvant encore chez les paysans et qui, n'ayant pas encore été acquises par les acheteurs, ne le seront peut-être pas de longtemps et sont susceptibles de rester pour compte aux producteurs.

L'inventaire de ces stocks pourrait éventuellement servir, si la situation se prolongeait, à l'évaluation de secours ou de dommages dont le financement par l'administration pourrait par la suite être envisagé.

Le second point, sur lequel votre attention doit être attirée, vise la situation des cultures vivrières. Il semble en effet opportun, au moment où cette production est peut-être appelée à occuper une place capitale dans l'existence du pays, de connaître, dans la mesure de nos moyens d'investigation, les possibilités de récolte dans les diverses régions du territoire et pour les divers produits qui s'y cultivent.

Si j'insiste sur l'importance des produits vivriers c'est qu'il se peut que des territoires voisins, moins favorisés que nous à ce point de vue, soient amenés à faire appel à nos ressources et qu'il convient d'envisager l'éventualité de transactions commerciales dans ce domaine, susceptibles de procurer aux agriculteurs togolais quelques bénéfices, qui ne sauraient, dans les circonstances actuelles, être négligés.

Dans ce cadre de la culture vivrière, il serait intéressant de connaître dans chacune des sections des sociétés indigènes de prévoyance l'importance des surfaces ensemencées et de là de pouvoir par déduction évaluer approximativement les prévisions de récolte pour chaque grand produit.

Les rapports trimestriels qu'établissent en ce moment les agents de l'agriculture, et qui concernent la période des semailles, pourront à ce point de vue vous fournir des indications utiles.

Il conviendra, enfin, lorsque les récoltes auront eu lieu, de conseiller aux paysans de veiller à la conservation de leurs produits et obtenir d'eux la constitution de réserves. En ce qui concerne ce dernier point, je serais disposé, au cas où vous l'estimeriez utile pour certaines régions, à prendre un texte réglementaire dans le but de rendre obligatoire la constitution par familles de réserves de produits vivriers.

Il vous appartiendra également de veiller à l'application de l'arrêté n° 493 du 17 septembre 1939 relatif aux déclarations de récoltes. Ce texte, qui semble avoir été perdu de vue, faciliterait grandement votre tâche en vous permettant de connaître à tout moment les ressources approximatives de vos circonscriptions.

Telles sont, dans l'ensemble, les premières mesures d'ordre économique que la situation actuelle permet d'envisager.

Elles ne sont ni définitives ni limitatives, et le développement des événements peut conduire, peut-être plus rapidement qu'on ne le pense, à une conception ou une orientation nouvelle de vos efforts et de l'activité de nos administrés.

Mais les circonstances présentes nous commandent la vigilance et la prudence et c'est le but que visent les mesures exposées dans cette circulaire et dont j'estime la réalisation opportune pour assurer pendant la crise actuelle l'existence normale du territoire dans l'ordre et dans le calme.

Lomé, le 9 juillet 1940.

*Le Gouverneur des Colonies,
Commissaire de la République au Togo*
L. MONTAGNÉ.

Journée Nationale de la Croix-Rouge Française

ADDENDUM à l'arrêté n° 229 du 1^{er} mai 1940 autorisant l'organisation par le comité local de la Croix-Rouge Française d'une tombola à Lomé.

L'article 6 de l'arrêté n° 229 du 1^{er} mai 1940 est complété comme suit :

« Les lots non réclamés avant la date du 31 juillet 1940 seront acquis au comité central d'organisation de la Journée Nationale pour la Défense de l'Empire ».

Lomé, le 9 juillet 1940.

Le Commissaire de la République,
L. MONTAGNÉ.

C. F. T.

Marche des Trains

ARRETE N° 339 portant modifications provisoires aux tableaux de la marche des trains de voyageurs sur le réseau des chemins de fer du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 703 du 15 décembre 1938 approuvant le tableau de la marche des trains actuellement en vigueur;

Vu le télégramme lettre avion n° 1607 S. T. du 26 décembre 1938 de M. le Gouverneur général, Haut-Commissaire de la République au Togo approuvant l'arrêté susvisé;

Vu l'arrêté n° 3 du 6 janvier 1939 fixant la date de mise en application des nouveaux tableaux de la marche des trains;

Vu l'avis favorable émis par les membres du conseil économique du réseau;

Vu l'urgence et le cas de force majeure créé par les circonstances actuelles;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvées les modifications provisoires aux tableaux de la marche des trains de voyageurs sur le réseau des chemins de fer du Togo, jointes au présent arrêté.

ART. 2. — Le présent arrêté qui, vu l'urgence et le cas de force majeure créé par les circonstances actuelles, entrera en vigueur le 22 juillet 1940, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 juillet 1940.

L. MONTAGNÉ.

ANNEXE A L'ARRÊTÉ N° 339 DU 10 JUILLET 1940

MODIFICATION AUX TABLEAUX DE MARCHE DES TRAINS DE VOYAGEURS

à compter du 22 juillet 1940

Ligne d'Anécho

NOMS des STATIONS	TRAIN MIXTE N° 1 1 ^{re} -2 ^e -3 ^e cl.		TRAIN MIXTE N° 3 1 ^{re} -2 ^e -3 ^e cl.		NOMS des STATIONS	TRAIN MIXTE N° 2 1 ^{re} -2 ^e -3 ^e cl.		TRAIN MIXTE N° 4 1 ^{re} -2 ^e -3 ^e cl.	
	Arrivée	Départ	Arrivée	Départ		Arrivée	Départ	Arrivée	Départ
LOMÉ.	—	6,57	—	16,30	ANÉCHO.	—	6,00	—	16,45
BE.	7,05	7,06	16,39	16,40	GOUMKOVÉ.	6,17	6,19	17,00	17,02
AKODESEWA.	7,12	7,13	16,47	16,48	KPEMÉ.	6,26	6,27	17,08	17,10
KAINKOVÉ.	7,20	7,21	16,56	16,57	PORTO-SEGOURO.	6,33	6,40	17,15	17,20
BAGUIDA.	7,28	7,35	17,05	17,12	MESSAPLAKA.	6,56	6,57	17,35	17,41
BAGUIDA PLANTATION.	7,44	7,45	17,22	17,23	BAGUIDA PLANTATION.	7,10	7,11	17,52	17,54
MESSAPLAKA.	7,59	8,00	17,39	17,40	BAGUIDA.	7,20	7,30	18,02	18,07
PORTO-SEGOURO.	8,16	8,23	17,57	18,04	KAINKOVÉ.	7,38	7,39	18,14	18,15
KPEMÉ.	8,28	8,30	18,10	18,11	AKODESEWA.	7,47	7,48	18,22	18,23
GOUMKOVÉ.	8,36	8,38	18,18	18,20	BE.	7,55	7,56	18,29	18,31
ANÉCHO.	8,53	—	18,37	—	LOMÉ.	8,05	—	18,39	—

Le train 3 a lieu tous les jours.

Le train 1 circule le Dimanche, le Lundi, le Mercredi, et le Vendredi de chaque Semaine.

Le train 2 a lieu tous les jours.

Le train 4 circule le Dimanche, le Lundi, le Mercredi et le Vendredi de chaque Semaine.

Ligne de Palimé

NOMS des STATIONS	TRAIN MIXTE N° 11 1 ^{re} -2 ^e -3 ^e cl.		TRAIN MIXTE N° 213 3 ^e cl.		TRAIN MIXTE N° 219 1 ^{re} -2 ^e -3 ^e cl.		NOMS des STATIONS	TRAIN MIXTE N° 12 1 ^{re} -2 ^e -3 ^e cl.		TRAIN MIXTE N° 216 3 ^e cl.		TRAIN MIXTE N° 220 1 ^{re} -2 ^e -3 ^e cl.	
	Arrivée	Départ	Arrivée	Départ	Arrivée	Départ		Arrivée	Départ	Arrivée	Départ	Arrivée	Départ
LOMÉ	—	8,24	—	9,15	—	7,35	PALIMÉ	—	6,44	—	—	—	14,15
SANGUERA	8,56	8,58	9,52	10,00	8,06	8,08	AGBESSIA	6,58	6,59	—	—	14,27	14,28
AKEPÉ	9,16	—	10,20	10,22	8,26	8,27	AGOU	7,26	7,31	—	—	14,55	15,00
NOEPÉ	9,25	9,35	10,31	—	8,35	8,40	GADJA	7,44	7,45	—	—	15,13	15,14
BAGBÉ	9,51	9,52	—	—	8,55	8,56	Togo Plantation	7,54	7,55	—	—	15,22	15,23
BADJA	10,08	10,10	—	—	9,12	9,15	GLEKOVÉ	8,14	8,22	—	—	15,42	15,50
KEVÉ	10,31	10,32	—	—	9,36	9,37	AMOUSSOUKOVÉ	8,35	8,36	—	—	16,03	16,05
ASSAHUN	10,40	10,50	—	—	9,45	10,05	TOVEGA	9,00	9,02	—	—	16,29	16,31
TOVEGA	11,15	11,17	—	—	10,30	10,32	ASSAHUN	9,28	9,38	—	—	16,57	17,25
Amoussoukové	11,44	11,45	—	—	10,59	11,00	KEVÉ	9,45	9,46	—	—	17,32	17,33
GLEKOVÉ	11,56	12,06	—	—	11,11	11,20	BADJA	10,05	10,10	—	—	17,52	17,55
Togo Plantation	12,26	12,27	—	—	11,40	11,41	BAGBÉ	10,22	10,23	—	—	18,07	18,08
GADJA	12,39	12,40	—	—	11,53	11,54	NOEPÉ	10,42	10,47	—	17,55	18,26	18,35
AGOU	12,59	13,04	—	—	12,12	12,20	AKEPÉ	10,55	—	18,05	18,06	18,43	18,44
AGBESSIA	13,27	13,28	—	—	12,42	12,43	SANGUERA	11,12	11,14	18,28	18,30	19,00	19,03
PALIMÉ	13,43	—	—	—	12,56	—	LOMÉ	11,43	—	19,08	—	19,32	—

Le train 11 circule le Mardi de chaque Semaine.
Le train 213 circule le Jeudi de chaque Semaine.
Le train 219 circule le Samedi de chaque Semaine.

Le train 12 circule le Mercredi de chaque Semaine.
Le train 216 circule le Jeudi de chaque Semaine.
Le train 220 circule le Samedi de chaque Semaine.

Ligne d'Atakpamé

NOMS des STATIONS	TRAIN MIXTE N° 21 1 ^{re} -2 ^e -3 ^e cl.		TRAIN MIXTE N° 327 3 ^e classe		TRAIN MIXTE N° 325 3 ^e classe		NOMS des STATIONS	TRAIN MIXTE N° 22 1 ^{re} -2 ^e -3 ^e cl.		TRAIN MIXTE N° 328 3 ^e classe		TRAIN MIXTE N° 324 3 ^e classe	
	Arrivée	Départ	Arrivée	Départ	Arrivée	Départ		Arrivée	Départ	Arrivée	Départ	Arrivée	Départ
LOMÉ	—	8,15	—	9,00	—	—	ATAKPAMÉ	—	8,50	—	10,00	—	7,30
AGOUÉVÉ	8,39	8,42	9,27	9,32	—	—	AGBONOU	9,01	9,28	10,13	10,25	7,43	7,48
TOGBLEKOVÉ	8,53	8,54	9,46	9,50	—	—	AVETÉ	—	—	10,32	10,33	7,59	8,00
TSEVIÉ	9,29	9,34	10,34	10,49	—	—	DADJA	9,45	9,49	10,48	10,52	8,14	8,19
LILIKOVÉ	10,05	10,07	11,25	11,34	—	—	AMOU	10,07	10,08	11,15	11,17	8,46	8,51
AGBELOUVÉ	10,37	10,42	12,08	—	—	12,18	GLEI	10,19	10,23	11,29	11,32	9,05	—
GAMÉ	10,57	10,58	—	—	12,35	12,37	CHRA	10,46	10,53	12,04	12,06	—	—
AMAKPAVÉ	11,10	11,20	—	—	12,53	13,03	AGBATITOR	11,17	11,22	12,37	12,45	—	—
KPELLE	11,39	11,40	—	—	13,26	13,28	NUATJA	11,49	12,00	13,17	14,00	—	—
NUATJA	11,59	12,07	—	—	13,52	14,10	KPELLE	12,18	12,19	14,22	14,24	—	—
AGBATITOR	12,36	12,42	—	—	14,45	14,50	AMAKPAVÉ	12,33	12,43	14,42	14,50	—	—
CHRA	13,02	13,05	—	—	15,17	15,27	GAMÉ	12,59	13,01	15,08	15,10	—	—
GLEI	13,32	13,35	—	—	16,01	16,15	AGBELOUVÉ	13,16	13,23	15,27	15,33	—	—
AMOU	13,42	13,43	—	—	16,25	16,30	LILIKOVÉ	13,47	13,49	16,01	16,03	—	—
DADJA	14,06	14,10	—	—	16,58	17,01	TSEVIÉ	14,22	14,32	16,42	17,30	—	—
AVETÉ	—	—	—	—	17,16	17,17	TOGBLEKOVÉ	14,57	14,59	18,07	18,09	—	—
AGBONOU	14,35	14,55	—	—	17,30	17,40	AGOUÉVÉ	15,11	15,15	18,24	18,26	—	—
ATAKPAMÉ	15,09	—	—	—	17,56	—	LOMÉ	15,32	—	18,47	—	—	—

Le train 21 circule le Vendredi de chaque Semaine.
Le train 327 circule le Lundi entre Lomé et Agbelouvé.
Le train 327 circule le Vendredi entre Lomé et Tsevié.
Le train 325 circule le Lundi entre Agbelouvé et Atakpamé.
Le train 325 circule le Mardi entre Gleï et Atakpamé.

Le train 22 circule le Samedi de chaque Semaine.
Le train 328 circule le Lundi de chaque Semaine.
Le train 324 circule le Mardi de chaque Semaine.

Section Agbonou — Blitta

NOMS des STATIONS	TRAIN MIXTE N° 41 1 ^{re} -2 ^e -3 ^e cl.		TRAIN MIXTE N° 441 3 ^e cl.		NOMS des STATIONS	TRAIN MIXTE N° 42 1 ^{re} -2 ^e -3 ^e cl.		TRAIN MIXTE N° 444 3 ^e cl.	
	Arrivée	Départ	Arrivée	Départ		Arrivée	Départ	Arrivée	Départ
ATAKPAMÉ	—	14,30	—	6,45	BLITTA	—	5,35	—	—
AGBONOU	14,41	14,51	6,58	7,00	PAGALA	6,06	6,11	—	—
GBECON	—	—	7,12	7,13	TCHARE - BAOU	6,36	6,37	—	—
HAVE	—	—	7,25	7,26	AKABA	7,08	7,12	—	—
AWAGOME	15,20	15,21	7,38	7,42	PALLAKOKO	7,35	7,40	—	—
ANIÉ	15,40	15,50	8,09	—	ANIÉ	8,03	8,13	—	16,30
PALLAKOKO	16,16	16,17	—	—	AWAGOME	8,35	8,36	16,57	16,59
AKABA	16,42	16,47	—	—	HAVE	—	—	17,11	17,12
TCHARE - BAOU	17,21	17,22	—	—	GBECON	—	—	17,24	17,25
PAGALA	17,50	17,55	—	—	AGBONOU	9,09	9,20	17,37	17,40
BLITTA	18,28	—	—	—	ATAKPAMÉ	9,34	—	17,56	—

Le train 41 circule le Vendredi de chaque Semaine.
Le train 441 circule le Jeudi de chaque Semaine.

Le train 42 circule le Samedi de chaque Semaine.
Le train 444 circule le Jeudi de chaque Semaine.

Situation économique du Territoire

Commission de ravitaillement

NOTE 967 pour Monsieur le Chef du Bureau des Affaires Economiques — Lomé.

Dans toutes les colonies de la fédération de l'A. O. F. viennent d'être créées des commissions dites de ravitaillement, dont la composition et les attributions sont indiquées par le bulletin de presse du 9 juillet.

Encore que le Haut-Commissaire de la République ne m'ait jusqu'à présent saisi d'aucune instruction touchant l'extension au Territoire de la réglementation prise pour les colonies du groupe, je pense que la création à Lomé d'une telle commission compléterait utilement les premières mesures que j'ai prescrites dans ce domaine, par ma circulaire n° 965 du 9 juillet 1940.

Vous voudrez bien, en conséquence, me faire tenir, dès que possible, un projet d'arrêté constituant cet organisme sur des bases analogues à celles adoptées en A. O. F.

Lomé, le 11 juillet 1940.

Le Commissaire de la République,
L. MONTAGNÉ.

Santé publique

ARRETE N° 341 abrogeant l'arrêté n° 329 du 27 juin 1940 portant mesures sanitaires.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 11 novembre 1928 sur la protection de la santé publique aux colonies;

Vu l'arrêté n° 634 du 27 octobre 1933 fixant les mesures d'ordre spécial, temporaire et défensif destinées à prévenir et à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo;

Vu l'arrêté n° 329 du 27 juin 1940 portant des mesures sanitaires;

Sur la proposition du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Aucun nouveau cas de fièvre jaune n'ayant été constaté à Lomé depuis le 26 juin 1940, l'arrêté n° 329 du 27 juin 1940 sus-visé est abrogé à compter du 14 juillet 1940 à 0 heure.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 13 juillet 1940.

L. MONTAGNÉ.

DIVERS

Enseignement

Diplôme de sortie du Cours complémentaire

Par décision n° 385 du :

6 juillet 1940. — Sont déclarés admis à l'examen pour l'obtention du diplôme de sortie du Cours complémentaire les élèves désignés ci-après, par ordre de mérite :

- 1^o — Obikpi Marie, mention bien;
- 2^o — Kutuklui Noé, mention bien;
- 3^o — Adjamaglo Paul, mention assez-bien;
- 4^o — Degbeho Emmanuel, mention assez-bien;
- 5^o — Atidepe Mensah, mention assez-bien;
- 6^o — Sogbe Joseph, mention assez-bien;
- 7^o — Apaloo Michel, mention assez-bien;
- 8^o — Savi de Tové Bruno, mention assez-bien;
- 9^o — Doh Seth, sans mention.

Interdiction de séjour — Libération conditionnelle

Par arrêté n° 335 du :

6 juillet 1940. — Le séjour dans le territoire du Togo, est interdit pendant 2 ans, durée fixée par le jugement du 3 octobre 1938 du tribunal du 1^{er} degré de Lomé, au nommé Quinson Joseph, né à Allada (Dahomey) vers 1914.

Par arrêté n° 336 du :

6 juillet 1940. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu Ametowou, né en 1880 à Gbodjomé (cercle d'Anécho) condamné par jugement n° 208 du 23 octobre 1939 du tribunal du 1^{er} degré d'Anécho, à 1 an de prison pour vol.

Par arrêté n° 337 du :

6 juillet 1940. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu Kouakou Bruno dit Nyamakou, né vers 1904 à Togoville (cercle d'Anécho) condamné par jugement n° 21 du 29 septembre 1930 du tribunal de cercle d'Anécho, à 15 ans de travaux forcés pour association de malfaiteurs, vol et récel.

Métis

Par décision n° 387 du :

8 juillet 1940. — Est accordée pour l'année 1940 et pour compter du 1^{er} juillet, une allocation de 0 f,50 par jour à l'enfant métisse Catharina Afiwa, âgée de 3 ans, demeurant à Lomé.

Madame Messan Afoudji est habilitée, en sa qualité de mère de la métisse Catharina, à percevoir le montant de la dite allocation qui sera payée mensuellement sur le vu du certificat de vie.

Produits pharmaceutiques

Par décision n° 386 du :

6 juillet 1940. — Le nommé Christophe Doé, employé de la boutique John Holt, à Palimé, Rue de Hô, est autorisé dans les conditions fixées par l'arrêté du 16 novembre 1928 à tenir dans ladite boutique des produits pharmaceutiques de la liste n° 2.

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS ET COMMUNICATIONS**

Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé.

Avis est donné, conformément aux dispositions de l'article 99 du Décret du 24 juillet 1906 organisant le Régime de la Propriété Foncière, de la perte des copies des Titres Fonciers numéros 290 et 436 du Cercle de LOMÉ, appartenant à la Société UNITED AFRICA COMPANY LIMITED.

Pour deuxième insertion.